

APPAREILS ET ORGANISATIONS...

Aucune organisation ne peut fonctionner sans un minimum d'appareil administratif chargé de gérer «*l'intendance*». L'ennui, l'histoire nous l'a appris, est que les appareils, au départ, administratifs, ont la fâcheuse tendance à s'autoproclamer «*dirigeants*».

Les anciennes commissions administratives deviennent exécutives (à la C.E.S.: «*Comité Exécutif*») et on a pu voir certains secrétaires généraux accepter de se faire appeler «*Pape*» ou «*Général*»... Il est vrai que «*le pouvoir ne se partage pas*»!!!

Au départ, ces glissements sémantiques prêtent plutôt à sourire... L'ennui est qu'ils traduisent une réalité fort désagréable. Au mépris des règles démocratiques, les bureaucrates qui ont une tendance, bien naturelle, à surestimer leur Q.I., s'arrogent le droit de décider au lieu et place de leurs mandants qui, du même coup, deviennent leurs sujets.

Grâce aux institutions du «*Saint-Empire Romain Germanique*» et dans le cadre de la C.E.S., les bureaucrates «*rassemblés*» se croient autorisés à dicter aux travailleurs ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire, et s'arrogent le droit de décider l'organisation de «*manifs*» ou de «*journées d'action*» qui relèvent plus des «*jeux de cirque*» que de l'action revendicative. De plus, ils affichent un souverain mépris à l'égard des décisions prises par les instances statutaires de leurs propres organisations.

C'est ainsi, par exemple, que dans la C.G.T.F.O., certains militants «*syndicaux*» étroitement liés à l'appareil d'état via celui du «*parti*» en sont venus à remettre en cause le mot d'ordre des 37 ans 1/2, pourtant voté par un congrès confédéral, qui, théoriquement, demeure l'autorité suprême.

Fort heureusement et contrairement à ce qu'imaginent certains, les mystifications ne durent qu'un temps et, à un moment ou à un autre, la superbe bureaucratie est soudainement mise à mal... Ceux qu'on avait, à tort, considérés comme des moutons se révoltent et, brutalement remettent les montres à l'heure.

C'est apparemment ce qui s'est produit les 2 et 3 février 2005 lorsque le *Comité Confédéral National* de la C.G.T. a refusé de suivre Bernard Thibault dans son délire européiste.

Il semblerait que les «*dirigeants*» de la C.G.T.F.O. se soient trouvés confrontés au même problème lors du dernier Comité Confédéral National qui s'est tenu à Limoges les 20, 21, 22 septembre 2005, où ils se sont vus désavoués par une majorité écrasante. (Ce qui, en d'autres temps, auraient entraîné leur démission immédiate!).

Il est vrai que, sur un autre plan, le 29 mai a permis de mesurer l'énorme écart qui existe entre les prétentions des bureaucrates et les besoins et aspirations de la masse des travailleurs et des citoyens.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les banlieues et qui n'est que la conséquence de la politique réactionnaire des instances européennes relayée par les «*subsidiaries*» laisse pressentir l'importance et le caractère des événements que, dans leur inconscience, les bureaucrates «*rassemblés*», préparent eux-mêmes.

Alexandre HÉBERT.